

## "Dans la voie de l'Union occidentale" dans La Nation belge (7 janvier 1955)

**Légende:** Le 7 janvier 1955, le quotidien conservateur La Nation belge analyse les débats en France sur la question de la ratification des accords de Paris et souligne l'opposition des communistes à l'égard de la mise en place d'une Union de l'Europe occidentale (UEO).

**Source:** La Nation belge. dir. de publ. Paul Neuray. 07.01.1955. Bruxelles. "Dans la voie de l'Union occidentale", auteur:S.H.C. Woolrych.

**Copyright:** (c) La Nation belge

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/dans\\_la\\_voie\\_de\\_l\\_union\\_occidentale\\_dans\\_la\\_nation\\_belge\\_7\\_janvier\\_1955-fr-1a102558-0ba2-4373-9697-9b0a238c85a6.html](http://www.cvce.eu/obj/dans_la_voie_de_l_union_occidentale_dans_la_nation_belge_7_janvier_1955-fr-1a102558-0ba2-4373-9697-9b0a238c85a6.html)

**Date de dernière mise à jour:** 02/07/2015

## Dans la voie de l'Union occidentale

Le vote de l'Assemblée nationale française sur la ratification des accords de Paris marque la conclusion d'une nouvelle phase victorieuse de la lutte entre l'Est et l'Ouest, dans laquelle les Orientaux sont décidés à empêcher à tout prix la consolidation de l'Occident. Il est exact que ce vote n'entraîne pas automatiquement la ratification par la France des accords de Londres et de Paris. L'approbation du Conseil de la République — qui a succédé après la guerre au Sénat français — est encore nécessaire. Mais après le fiasco de la semaine précédente au Palais-Bourbon, il n'est guère probable que le Conseil veuille renverser la décision de l'Assemblée, en raison de l'« examen déchirant » de la situation auquel s'est livrée cette dernière.

Il est exact également que M. Mendès-France n'a pas obtenu la large majorité à laquelle il avait fait appel en vue de démontrer au monde que la France n'était pas dépourvue de la volonté de rendre et de maintenir puissant l'Occident. Mais le réarmement allemand est un sujet pénible pour la plupart des Français, et cette réaction sentimentale se reflète dans les votes divergents qui ont été émis, jeudi après-midi, dans onze des douze groupes parlementaires.

Bien entendu, les quatre-vingt-dix-huit communistes n'ont eu aucune hésitation et ont voté en bloc contre le projet, mais après la leur, la principale opposition est celle qui est venue du groupe M. R. P. Etant donné qu'il était à l'origine le promoteur de la Communauté européenne de Défense, son attitude peut paraître étrange. Son opposition découle, en ordre principal, de sa rancune à l'égard du Premier ministre pour le rôle qu'il a joué dans l'« exécution » de la C.E.D. et de son caractère supranational, sabotant ainsi l'« idée européenne ». Les membres du groupe M.R.P. ne sont d'ailleurs en aucune façon les seuls en Europe à considérer que l'armée européenne offrirait des garanties supérieures contre une renaissance du militarisme allemand, si on la compare avec l'actuelle conception de l'Union occidentale. Le fait essentiel reste, toutefois, que la France s'est maintenant prononcée en faveur du réarmement de l'Allemagne moyennant les garanties appropriées.

Ces considérations doivent être d'une très piètre consolation pour le Kremlin et il n'a aucune envie de déployer le drapeau de la victoire. Le renversement du vote de l'Assemblée française du 24 décembre a certainement été pour lui une pilule amère à avaler. Tout naturellement, les Soviétiques accusent les Anglais et les Américains d'avoir adopté une attitude menaçante à l'égard de leur allié français : il est nécessaire qu'on trouve un bouc émissaire pour un échec de cette nature.

Mais le fait demeure, toutefois, que les Russes ont exercé une très forte pression, tout au long de 1954, en vue d'empêcher la consolidation des défenses de l'Occident; cette pression a parfois pris la forme de contre-propositions, de temps à autre celle de la flatterie, mais le plus souvent les Russes ont eu recours à la menace. Il y a eu, par exemple, la proposition faite à Berlin en janvier dernier en vue d'un pacte européen de défense, qui aurait eu pour effet d'amener tous ses signataires sous l'autorité incontestée de la Russie. Il y a eu l'invitation, envoyée à tous les pays européens en novembre, de participer à une conférence européenne et qui ne fut acceptée que par les seuls pays satellites. Cette conférence n'a pas manqué d'être une de ces réunions confortables où ne s'exprime qu'une seule pensée — ou, en tout cas, une seule volonté.

Cette fois encore, les socialistes allemands ont été évidemment amenés à penser que la réunification de l'Allemagne n'est possible que si elle évite de s'associer étroitement à l'Occident. Il serait néanmoins cruel de leur demander de citer une seule offre constructive faite par les Russes et tendant à permettre la réalisation de l'unité allemande à d'autres conditions que les leurs propres, qui en vérité laissent peu de place à l'exercice de leur libre choix par les citoyens allemands.

La Russie a menacé, si l'Union occidentale faisait des progrès, de dénoncer les traités qu'aussi bien la France que la Grande-Bretagne ont signés avec elle. En Grande-Bretagne, où l'on préfère juger la valeur de tels instruments à la lumière des actes plutôt qu'à la lumière des paroles, cette menace n'a eu aucun effet. L'Anglais moyen n'a pas le sentiment qu'un traité passé avec un pays ayant fait montre d'une hostilité aussi constante que la Russie d'après-guerre, ait beaucoup de valeur. Mais en France, il existe depuis des années une tradition d'amitié et d'alliance avec la Russie. Au jour de la révolution russe, c'est à peine s'il y avait en France un seul rentier qui ne détenait aucun titre d'emprunt russe. Dès lors, on aurait pu s'attendre, à ce

qu'une telle menace exerce il une certaine influence; M. Mendès-France la qualifia à juste titre de chantage politique.

Il y avait enfin les partis communistes. On peut sans aucun doute compter sur eux pour s'opposer à quelque chose d'aussi dangereux pour les visées communistes à la domination mondiale que le développement des systèmes de défense de l'O.T.A.N. et de l'Union occidentale. Mais les partis eux-mêmes semblent avoir été décevants. Il est vrai que quatre-vingt-dix-huit votes communistes hostiles au réarmement allemand ont été émis, à chaque occasion, à l'Assemblée nationale française, mais ils n'ont eu guère d'efficacité en fin de compte. En Italie, qui de tous les pays du monde libre possède le parti communiste le plus puissant, la Chambre a approuvé à une majorité décisive et incontestable la ratification des accords par le Signor Scelba. C'est un résultat dont les Italiens doivent, à juste titre, se sentir fiers.

Ces faits doivent avoir produit une triste impression à Moscou. De nouvelles propositions ou menaces seront sans nul doute mises en avant. Il importe de se mettre en garde contre elles. Il ne faut, par exemple, se laisser aller à aucun moment à adopter la thèse gaulliste tendant à engager des négociations avant la ratification définitive. Ce serait le moyen le plus rapide d'abandonner tous ces avantages, pour l'obtention desquels il a fallu si durement batailler. Les Russes respectent la force et on a de plus en plus l'impression que, tandis qu'il est probable que de petites guerres se produiront encore — et on ne peut exclure la possibilité de voir une guerre générale éclater accidentellement — il y a de moins en moins de chances qu'ils recherchent délibérément une épreuve de force où les deux parties seraient sensiblement équilibrées et dont le seul résultat certain serait un hideux compte de vies humaines perdues et de souffrances. L'Occident ne peut trouver dans sa faiblesse aucun espoir de paix durable, si ce n'est au prix de sa liberté et de tout ce qui fait la vie digne d'être vécue.

Toutes les difficultés n'ont nullement encore été résolues. Plusieurs ratifications doivent encore être obtenues et ce serait folie de sous-estimer la tâche qui attend, en février prochain, le Dr Adenauer devant le Bundestag. Ses difficultés intérieures se sont constamment aggravées avec chaque nouveau délai et complication. Sa tâche la plus épineuse sera certainement de persuader ses concitoyens de ratifier l'accord sur la Sarre qu'il a conclu cet automne avec M. Mendès-France ; nombreux seront ceux qui trouveront la pilule difficile à avaler.

Au seuil de l'année nouvelle, il n'y a aucune raison pour que nous ne considérions pas 1955 avec optimisme. Après toutes les fluctuations par lesquelles elle est passée en 1954, nous sommes maintenant à un doigt de voir se réaliser une Union occidentale effective. Si elle se réalise, nous aurons fait un grand pas dans la voie des négociations à quatre, si souvent préconisées par Sir Winston Churchill. Toutefois, celles-ci ne pourront avoir lieu avant que des préparatifs sérieux et le jugement des principaux hommes d'Etat du monde n'indiquent qu'elles peuvent être entamées avec des chances de succès.

S. H. C. WOOLRYCH.